

6 textes de géographie(s)

Enjeux politiques de la géographie 2006-2007

Institut d'Études Politiques de Paris

Page 2. Paul Vidal de La Blache, "Vie provençale", *Tableau de la géographie de la France*, 1903, p. 348 et 349.

Page 3. Joël Bonnemaison, "L'Australie, le pays chanceux", *Géographie Universelle*, vol. Asie du Sud-Est Océanie, Belin/RECLUS, 1995, 480 p.

Page 5. Yves Lacoste, "Les objets géographiques", *Cartes et figures de la Terre* (Livre édité à l'occasion de l'exposition présentée au Centre Georges Pompidou du 24 mai au 17 novembre 1980), Centre Georges Pompidou, 1980, p. 20-21.

Page 7. « Réflexion sur la région, treize ans après », *EspacesTemps Les Cahiers n°51-52, Les apories du territoire. Espaces, couper/coller*, 1993, p. 64-83.

Page 8. Richard O'Brien, "The End of Geography. The Impact of Technology and Capital Flows", *The AMEX Bank Review*, 17 (5), mai 1990, p. 2-5. (traduction : Claire Boulager)

Page 9. Stéphane Beaud, *80% au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, La Découverte, 2002, pp. 213-214.

Plan du début du Livre quatrième

Livre quatrième : Le Midi (p. 339)

I. — Le Midi méditerranéen (p. 339)

Chapitre I. La Provence (p. 339)

I. Les montagnes de Provence. (p. 339)

— Système des chaînes provençales. (p. 340)

— Chaînes provençales et chaînes alpines. (p. 340)

— Les Maures. (p. 342)

— Aspects historiques de la Haute-Provence. (p. 343)

II. Les côtes. (p. 344)

— Topographie de Marseille. (p. 344)

III. La plaine provençale. (p. 345)

— La Crau. (p. 345)

— La Camargue. (p. 346)

— **Vie provençale.** (p. 348)

Chapitre II. La plaine et les passages du Languedoc (p. 351 et suivantes)

[...]

Fin du chapitre I

Vie provençale. (p. 348 et 350)

Ainsi une vie originale, très étroitement et très anciennement adaptée au sol, participant de la montagne, de la mer, de la steppe, de la plaine irriguée, se combine en Provence. En tout elle est étroitement liée à la nature des lieux. La roche calcaire imprime au pays l'aspect monumental si frappant surtout entre Avignon et Arles. Les tours carillonnantes d'Avignon se présentent autour du rocher où naquit la ville. Tout un peuple d'édifices ruinés ou debout est sorti des carrières des Alpines ou des chaînons voisins : amphithéâtres, arcs de triomphe, aqueducs. Pas de rocher, au bord du Rhône, qui n'ait sa tour massive et rectangulaire, jaunie par le soleil. Les grandes traditions romaines de l'art de bâtir, si visible à Saint-Trophime d'Arles ou sur la façade de Saint-Gilles, se sont naturellement entretenues dans cette contrée. La nudité de la roche s'harmonise à merveille avec l'architecture. Au théâtre d'Orange, la roche et l'édifice ne font qu'un ; à Roquefavour, comme au Pont du Gard, les arches des aqueducs semblent faire partie des escarpements qui les encadrent ; on dirait que la roche elle-même, à peine tachetée de quelques pins, a été ciselée en arcades, taillée en piliers.

Il est difficile d'apprécier ce que la clarté du ciel, la sécheresse de l'air ont pu mettre dans le tempérament et l'âme des habitants ; la science de ces relations n'est point faite. Mais on peut noter un mode particulier de groupement et de vie en rapport avec le climat et le sol : des lisières de population très dense bordent des plateaux arides, de grandes villes sont serrées de près par des régions presque désertes. Peu de cohésion entre ces parties disparates, mais une variété d'occupations qui répond à celle de la contrée : pâtres, pêcheurs, vanniers, marins, agriculteurs de plaines irriguées, sont à titre divers des personnages du sol provençal ; personnages que rapproche la facilité des habitudes sous un ciel qui permet la vie au dehors. On chercherait vainement dans la maison rurale ce mobilier et ces traces d'opulence ménagère que l'habitude de travailler le bois, de cultiver et de tisser le lin, ont introduites dans la plupart des campagnes de France. Mais le roseau, les cornes d'animaux font les frais de beaucoup d'instruments usuels. L'attraction des villes est d'autant plus sensible qu'est rudimentaire l'installation rurale. La vie urbaine est profondément ancrée dans les traditions de ce pays ; elle continue, comme jadis, à régner par l'attrait des divertissements, des jeux, souvent dans le cadre d'édifices antiques ; et l'on est tenté de croire que l'esprit des foules a moins varié encore dans ce cadre. Les superstitions n'ont fait que changer de nom, et les passions d'étiquettes. On se sent en face d'un type de civilisation fixé de trop ancienne date, et d'ailleurs trop cimenté par sa conformité avec le milieu, pour être susceptible de changement. La répugnance du Provençal à s'adapter à d'autres genres de vie, la difficulté pour les Français d'une autre contrée à s'acclimater en Provence, montrent tout ce qu'il y a encore de réel dans cette autonomie régionale. Il est vrai qu'aujourd'hui l'attraction des grandes cités, l'industrie, le dépeuplement des parties montagneuses, conspirent pour modifier ces caractères séculaires ; mais ils ne s'effaceront pourtant pas de sitôt, car c'est d'éléments voisins, tirés aussi des bords de la Méditerranée ou des montagnes, que se recrutent les contingents nouveaux.

Chapitre 1 : Le continent brûlé (p. 246-260)

L'Australie en quête de soi (p. 246-247)

L'Australie est hors des communes mesures; par ses 7 868 864 km², elle est la plus grande île du Monde, ou le plus petit des continents: aussi grande que les États-Unis, si l'on ôte l'Alaska; 14 fois la France ou 25 fois les îles Britanniques. Elle occupe à elle seule 85% de la surface des terres émergées d'Océanie. Mais c'est aussi une terre brûlée, au cœur désertique. Avec moins de 18 millions d'habitants (17 335 933 au recensement de 1991), elle n'a que 2,2 hab./km², une densité étonnamment faible dans un Monde qui tendrait ailleurs à la surpopulation. Comme écrasée par un espace trop grand, l'Australie subit ce qu'un historien a appelé "la tyrannie des distances" (G. Blainey, 1966). Cette tyrannie explique, parallèlement au manque d'eau, la concentration de la population dans les villes littorales: 70% des Australiens vivent dans les capitales portuaires des États ou dans des villes de plus de 100 000 habitants, laissant le reste du continent presque désert, en particulier les espaces centraux et les régions subtropicales du Grand Nord. [...]

"Un bloc à peine dégrossi" (p. 247-250)

[...] L'altitude moyenne du bouclier est d'environ 600 m. Ses horizons tabulaires, "sortes de nécropoles où s'est enterrée la poussière de montagnes disparues" (P. Privat-Deschanel, 1930), sont souvent recouverts d'un manteau de sables épais rouges ou blancs, formant des complexes désertiques de dunes, longues et étroites ou vaguement courbées en demi-lunes. [...]

Cœur de pierre et marges vivantes (p. 250-254)

L'Archipel des paysages (p. 254)

[...] Des géographes australiens se sont essayés à une régionalisation exhaustive des paysages australiens sur la base de critères essentiellement géomorphologiques; ils ont abouti à 22 régions physiographiques et ont encore distingué à l'intérieur de celles-ci 227 microrégions. L'Australie en effet, en dépit de sa première apparence de massivité, présente localement de multiples variantes qui, de lieu en lieu, font surgir d'incessantes discontinuités. Le désert de l'Ouest, par exemple, n'est pas un ensemble uniforme et d'un seul tenant, mais une collection d'espaces désertiques, aux nuances paysagères multiples, égrenés dans l'espace sans ordre apparent. Il en va de même pour les autres types de modelés, de drainages, de relief ou de végétation. L'île-continent ressemble en réalité à un archipel. Vu de haut, de grandes étendues forment ses horizons; vu de près, de multiples "îles" hachent son étendue, avec chaque fois son paysage propre. À passer vite, le continent est monotone; à mieux le connaître, il se révèle d'une singulière richesse de lieux. Les Aborigènes avaient parfaitement appris à la discerner et à la maîtriser, transformant chacun de ces lieux en autant de niches écologiques. [...]

Le peuple des origines (p. 254-256)

[...] Dans les limites apparemment acceptées d'une économie de chasse et de cueillette à production restreinte, le genre de vie aborigène était d'une efficacité remarquable. Adaptés pour durer et survivre en toutes circonstances, les Aborigènes semblaient avoir choisi de vivre dans une dimension plus spirituelle que matérielle. Ce continent, tel qu'il était, leur suffisait; ils cherchaient à s'adapter à la nature plutôt qu'à la transformer; il refusaient tout surplus de biens, tout processus d'accumulation. Cette société apparut aux Européens comme un défi jeté à leur bon sens.

L'espace et le temps du rêve (p. 256-258)

[...] [N'adoptant pas l'agriculture, les Aborigènes] restèrent donc chasseurs-cueilleurs et continuèrent à approfondir leur savoir de "botanistes". Certains groupes du Nord-Est de l'Australie reconnaissent et utilisent encore aujourd'hui plus de 240 plantes et 90 espèces de mollusques, maîtrisant ainsi intellectuellement des problèmes de classification taxonomique particulièrement complexes.

Ce faisant, ces "botanistes-écologistes" avant l'heure modifièrent évidemment la nature et les paysages du continent.

Le sentiment de la nature (p. 258-260)

Avant l'arrivée des Européens, l'Australie était une sorte de "ferme aborigène" bien gérée par un "peuple de botanistes". Le paysage de savane arborée, voir de parc, où toute une faune prospérait, était parfaitement entretenu. [...]

Les pionniers privilégiaient, comme partout, la culture de la "table rase" ou de la "terre brûlée", plutôt que celle de l'amour de la nature; présente dans la tradition britannique, celle-ci était en fait liée à une certaine élite sociale et leur restait étrangère. [...] Dans ce paysage jauni, rude et net, dénué d'animaux sauvages, taillé à coup de serpe par un peuple de pionniers pressés, on ne trouve guère le sens de l'harmonie des espaces que donne la vieille familiarité des civilisations anciennes avec leur paysage. [...]

Si l'immense paysage de l'Australie rurale et pastorale était accepté comme un antipaysage, inférieur par essence à celui de la campagne britannique ou européenne, cela comptait peu puisque les Australiens vivaient ailleurs, dans les villes. Le paysage des grandes cités australiennes, spacieux, moderne coupé de lacs et de ceintures vertes, accroché à des rivages grandioses, était bien supérieur à celui de la plupart des vieilles villes d'Europe. [...]

Chapitre 2 : À la recherche d'un peuple (p. 261-271) [chapitre sur l'histoire de la formation du territoire]

Chapitre 3 : Les grands espaces (p. 272-284)

Les cercles du paysage • L'Australie pastorale • La ceinture verte du Sud-Est • La ceinture du blé • L'Australie des rivières

Les archipels macrocéphales (p. 279-281)

Six Australiens sur sept sont en ville. Les villes n'occupent qu'une infime partie de l'espace, mais vers elles tout converge. Les Australiens rêvent de leur grand continent et s'identifient volontiers au bush, mais ils vivent dans des villes portuaires qui regardent vers le "grand large" bien plus que vers l'intérieur. Cette Australie des villes est presque entièrement au sud, et s'y égrène en noyaux distincts, séparés par de longues distances, comme des îlots de peuplement incrustés à la périphérie d'un continent abandonné. [...]

La difficile survie des petites villes • Le rêve suburbain

Chapitre 4 : Les régions-États (p. 285-303)

[chapeau] Les grands ensembles géographiques australiens n'ont pas engendré de vraies régions. L'histoire n'a pas été suffisamment longue pour que des "pays" se constituent; l'immensité des horizons et la modération du relief ne se prêtent pas non plus à des divisions naturelles tranchées. Aux yeux d'un géographe européen, l'Australie déroute parce qu'elle n'a ni limites, ni régions et qu'elle semble surtout faite de villes isolées et d'espaces continus, hors de la commune mesure. Aussi chaque État y a-t-il une existence géographique réelle, organisant jusqu'à un certain point son propre territoire.

[Yves Lacoste est à cette date Directeur de l'Institut de Géographie de l'Université Paris VIII et Directeur de la revue *Hérodote*.]

Les intersections d'ensembles spatiaux

[...]

[...] Au lieu de se représenter la diversité et la complexité de l'espace terrestre comme le résultat des intersections entre les multiples ensembles spatiaux qu'il convient de distinguer selon les diverses préoccupations scientifiques, les professeurs de géographie ont forgés et inculqué une représentation de l'espace terrestre basée, souvent contre toute évidence cartographique, sur la coïncidence des contours de diverses catégories d'ensembles.

Cette représentation a eu cependant un considérable succès grâce à l'enseignement, et aujourd'hui elle est considérée comme une "réalité" géographique évidente : c'est la "région". Chacune de celles dont on célèbre l'existence est censée avoir son propre relief, son climat particulier, sa population et son économie dotés les uns et les autres de caractéristiques spécifiques, fort différentes de celles des régions voisines. Un tel discours dont la fonction idéologique est considérable, postule que la ligne qui est censée délimiter telle région par rapport à celles qui l'entourent, serait une démarcation fondamentale, marquant aussi bien les ensembles spatiaux repérés par le géologue que ceux qui relèvent de la climatologie, de la démographie, de l'économie, etc.

Il suffit d'examiner des cartes géologiques, climatiques, démographiques représentant un espace plus vaste que celui de la "région" dont on prône l'existence dans "ses" limites précises pour se rendre compte que cette façon de voir les choses n'a guère de fondements scientifiques puisque les contours des divers ensembles spatiaux ne coïncident pas.

En fait, les professeurs de géographie, pour affirmer l'existence de telle ou telle "région" dotée chacune de son individualité géologique, climatique, démographique, économique, historique, ont privilégié, sans le dire, sans même s'en rendre compte, un ou deux ensembles spatiaux dont les contours paraissaient coïncider et qui étaient considérés a priori comme plus stables, plus importants, plus "déterminants" ou plus dignes d'intérêt que les autres dont les configurations particulières très différentes étaient escamotées. Ce furent souvent les contours d'ensembles géologiques ou ceux d'anciennes provinces (en postulant que leurs frontières aient été stables) qui furent privilégiés pour servir de cadre aux "régions". En revanche, les contours des ensembles économiques, les aires d'influences des grandes villes furent généralement négligés, sauf exception.

[...]

L'idée de "région", l'idée qu'il n'y a qu'une seule façon d'envisager le découpage d'un espace et, au fond, l'idée que l'espace est découpé par la Nature, par Dieu, selon des lignes simples et stables traduisent la puissance idéologique de la géographie des professeurs.

[...]

La représentation la plus opératoire et la plus scientifique n'est pas celle d'un découpage simple en "régions", sortes de cases juxtaposées les unes aux autres, mais celle d'une superposition de plusieurs puzzles très différemment découpés.

Pourtant, cette représentation de l'espace qui est déjà fort complexe n'est pas suffisante pour être opératoire. Il ne suffit pas en effet de raisonner, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, sur les intersections entre les différentes sortes d'ensembles spatiaux au sein d'un même territoire. Il faut aussi prendre en considération des espaces de dimensions très différentes. Il y a des problèmes qui se posent au niveau mondial, d'autre au niveau d'un État, d'une grande agglomération, d'autres enfin dans le cadre du quartier ou du village. Certes tous ces problèmes sont liés les uns aux autres de certaines façons mais ils sont aussi différents. Pour prendre l'exemple d'une pratique familière, on sait qu'on n'utilise pas la même carte pour aller en voiture de Paris à Nice et pour trouver une rue dans le vieux Nice.

[...]

Les différents ordres de grandeur des objets géographiques

[...]

Cette question des différences d'échelles, qui est pourtant fondamentale pour tous les raisonnements relatifs à l'espace, fait l'objet de nombreuses confusions qui ne sont pas seulement des confusions de langage. Rappelons, même aux géographes qui font souvent eux-aussi des contresens, que plus l'échelle d'une carte est dite "petite" et plus la surface du territoire représenté est considérable ; plus la carte est dite "à grande échelle" et plus l'espace qu'elle représente de façon détaillée est restreint. On parle souvent dans les media d'"opération à grande échelle" pour désigner des opérations disposant de moyens importants, mis en œuvre sur des étendues relativement considérables. C'est, pour être précis, d'"opération à petite échelle" qu'il faudrait parler puisqu'elles portent sur de vastes territoires, mais la formule serait moins évocatrice et, de ce fait, la confusion est entretenue.

[...]

Un géographe Français, Jean Tricart, grand spécialiste de géomorphologie, a proposé un classement commode des ensembles spatiaux concrets (montagne, océan) ou abstrait[s] (une zone climatique), d'après différents ordres de grandeur.¹ Il distingue ainsi sept ordres de grandeur d'ensembles spatiaux :

- 1 — ceux dont la dimension se mesure en dizaines de milliers de kilomètres : les continents, les océans, les très grandes chaînes de montagnes comme les Andes ;
- 2 — ceux dont la dimension se mesure en milliers de kilomètres : le "bouclier" canadien, la mer Méditerranée ;
- 3 — ceux dont la dimension se mesure en centaines de kilomètres : Le Bassin parisien par exemple ;
- 4 — ceux dont la dimension se mesure en dizaines de kilomètres : le massif du Vercors dans les Alpes par exemple ;
- 5 — ceux dont la dimension se mesure en kilomètres ;
- 6 — ceux dont la dimension se mesure en dizaines de mètres ;
- 7 — ceux dont la dimension se mesure en mètres.

Cette classification peut s'appliquer à toutes sortes d'ensembles spatiaux qu'ils soient "physiques" ou "humains". On peut ainsi par exemple classer des États selon leur dimension territoriale : l'URSS est le seul État du premier ordre de grandeur ; la France étant dans cette classification au 3e ordre de grandeur.

[...]

L'analyse des intersections ou coïncidences spatiales ne présente d'intérêt qu'entre des ensembles qui relèvent du même ordre de grandeur ou d'ordres de grandeur voisins. [...] Le nombre et la diversité qualitative des ensembles que l'on est en mesure de distinguer s'accroissent au fur et à mesure que leur taille diminue. [...]

¹ Cf. Jean Tricart, *Principes et méthode de la géomorphologie*, Paris : Masson, 1965.

Introduction (Anne-Marie Gérin-Grataloup, p. 65)

En 1979, EspacesTemps consacrait son premier numéro thématique à la région, et interrogeait, sur le sens et la valeur de ce concept, sept personnalités de la géographie française, choisies pour avoir publié des ouvrages de réflexion sur la discipline. Il s'agissait de Jacqueline Beaujeu-Garnier, Roger Brunet, Paul Claval, Félix Damette, Armand Frémont, Yves Lacoste et Alain Reynaud.

De l'enquête ressortait, d'abord, la très grande polysémie du terme, pour lequel chacun avançait sa propre définition, et aussi un besoin, affirmé par plusieurs, d'une réflexion théorique et épistémologique sur le concept dont il semblait bien malgré tout que la géographie ne pouvait se passer.

La réflexion épistémologique, depuis lors, a beaucoup avancé. La géographie a changé ; les régions aussi. Aux questions que nous leur avons posées, nos sept géographes apportent-ils aujourd'hui les mêmes réponses. [...]

Pour l'essentiel, chacun reprend à son compte ses points de vue, mais les positions se sont précisées.

[...]

Roger Brunet.

1992 : "Limiter désormais l'emploi du terme". (p. 70-71)

Quel est selon vous l'objet de la géographie ?

La connaissance de cette dimension fondamentale des sociétés qui est donnée par la production, l'organisation et la différenciation de l'espace — et de leurs retours sur la vie sociale et le développement de l'humanité. Les objets géographiques majeurs sont les lieux, les réseaux, les contrées, les mailles, les champs créés, représentés, vécus, utilisés et sans cesse remodelés ou changés à partir des héritages ou « mémoires », et à travers les structures, moyens et contradictions du moment.

Pourquoi et comment découper l'espace ?

Nous n'avons pas à découper l'espace, il se découpe tout seul. Ou il s'agit de mailles de gestion, et elles sont déjà là ; ou il s'agit d'autre chose, et cela relève d'un réel à analyser : le travail des sociétés fait de l'espace, produit des ensembles géographiques que nous devons découvrir, littéralement, et interpréter dans leur structure, leur fonctionnement, leurs interférences, leur changement, leur devenir. Il en existe de plusieurs niveaux. Il existe aussi des réseaux, des champs, ... dont les contours ne sont nullement quelconques. Dire qu'il y a 36 façons toutes arbitraires de découper l'espace est très bête, ou chercher naïvement à nier toute visée scientifique ; on connaît. Certes les limites des systèmes spatiaux sont souvent « floues », avec des franges, voire des marches, qui ont d'ailleurs leur propre rôle. Il faut l'admettre, et faire d'abord porter l'effort sur la définition des noyaux systémiques.

Quels sont pour vous le sens et la valeur du mot région ?

Comme division administrative, comme maille, « région » a sa légitimité, d'ailleurs accrue. C'est à cet emploi qu'il vaudrait mieux désormais limiter le terme. Pour le reste, je préfère employer des mots différents et mieux adaptés au sujet : zone, contrée, quartier, maille, ... et territoire s'il le faut. Je me suis plus particulièrement attaché à travailler sur les « systèmes géographiques » correspondant à des espaces cohérents (que je suggère d'appeler géons ; jadis c'était, à peu près, « région iso-schémes ») ; j'y ai maintenu le concept d'une structure du système fondée sur l'interrelation travail/information/ressources/capital/moyen de production (voir *Le Déchiffrement du Monde* dans la *Géographie Universelle*). Je travaille maintenant surtout sur les lieux, les réseaux, les champs. Pour moi tout ceci est le cœur de la géographie, je fais de la géographie tout court, et peu me chaut qu'on l'appelle ou non régionale.

Que pensez-vous de la géographie régionale universitaire ?

Elle est hétérogène et traitée à part, sinon maltraitée — ah quand nous débarrasserons-nous de ce fâcheux adjectif qui fait perdre de vue l'essentiel ! La « géographie régionale » ne supporte pas d'être marginalisée : ou elle englobe l'essentiel, ou il n'y a plus de géographie. En certains lieux, il semble qu'on ait perdu le sens de l'espace et du territoire au profit d'une « géographie » thématique, analytique, qui singe l'économie, la science politique ou la géologie, même quand elle ne parle que d'un seul pays. Mais çà et là le changement va dans le bon sens ; la Géographie Universelle en porte le témoignage ; on revient de loin, avec même des réflexes à réapprendre, il y a beaucoup à faire, mais on fait mieux, parfois fort bien, et ni les « utilisateurs » ou « décideurs » ni le « grand public » ne s'y trompent.

Le titre de cet article donne délibérément la réplique au débat de 1989 sur «la fin de l'Histoire», sans pour autant afficher les mêmes ambitions que le travail de M. Fukuyama. L'auteur s'efforce de montrer que les définitions actuelles de la géographie deviennent rapidement surannées : notre perception de la géographie physique évolue du fait de l'explosion des communications ; nous assistons à une mutation de la géographie politique, qui ne concerne pas que les relations Est/Ouest, mais remet également en cause le rôle de l'État-nation ; enfin, la mobilité croissante des capitaux et l'informatisation généralisée des marchés financiers bouleverse notre géographie économique et financière.

L'explosion des techniques de communication a rapproché les lieux et les hommes. Bien sûr, la Terre est ronde, mais on constate de plus en plus que sa forme revêt peu d'importance, en particulier pour les activités économiques. Dans la tendance générale à une plus grande mobilité et à des échanges croissants, les déplacements humains restent une exception majeure (indépendamment de notre capacité individuelle à faire le tour du monde). Alors que les capitaux et les informations circulent rapidement, l'insuffisante mobilité de la main-d'œuvre pose dans toute son ampleur le problème de l'ajustement économique, même si, comme on a pu le voir en Allemagne, la main-d'œuvre peut devenir la plus puissante force d'évolution.

Ce n'est pas la première fois que de nouvelles technologies changent notre vision de la géographie (les navires long-courriers, le câble transatlantique ou la télévision, puis les problèmes d'environnement constituent d'autres défis). Mais l'informatisation des échanges économiques, qui remplace les places boursières où se bouscuaient les négociants, a bouleversé le concept même de localisation. Le marché s'est toujours trouvé là où sont fixés les prix : ce lieu se trouve désormais sur une puce d'ordinateur dont les coordonnées géographiques sont difficiles à identifier.

La proximité géographique demeure bien entendu importante. Des pays aussi différents que le Canada ou le Mexique ont développé avec les États-Unis des liens étroits que la localisation géographique a encouragé. La Communauté européenne s'est construite autour de la géographie européenne : reste à savoir aujourd'hui dans quelle mesure la géographie est une raison suffisante pour admettre tous les pays proches dans la Communauté. Le Japon et l'Asie seraient la troisième composante logique du monde tripolaire qui se dessine, mais les disparités et l'éloignement géographiques compromettent la clarté d'un tel découpage.

La plupart des changements politiques, y compris les changements sensationnels en Europe de l'Est, ne sont en fait que l'occasion d'une redistribution du pouvoir politique dans un contexte géographique traditionnel ; ils ne font que redessiner les cartes. Par l'expression «la fin de la géographie», j'entend la fin du rôle de l'État-nation en tant que déterminant de l'évolution économique. En 1990, alors que les économistes du monde entier fêtent le centenaire de la mort d'Adam Smith et encensent *La richesse des nations*, j'affirme que le concept d'État nation devient suranné dans le domaine de l'économie et des finances, et qu'il mourra dans cette arène bien avant que les politiciens et les peuples abandonnent leurs chères idées d'indépendance et de souveraineté.

Ces concepts, jalousement entretenus aussi bien par ceux qui cherchent à conserver la souveraineté que par ceux qui poursuivent un idéal d'indépendance, sont bien entendu difficiles à remettre en cause. Même les différentes initiatives pour établir une autorité supra-nationale s'élaborent encore souvent, bien que de façon plus large, dans le cadre conceptuel d'État-nation.

Le problème se pose clairement alors que les dirigeants de la Communauté européenne doivent résoudre l'épineuse question de l'union politique. Nous allons apercevoir, au cours des années qui viennent, à quel point les peuples européens conservent une perception de la géographie fondée sur l'État-nation.

La France a toujours eu un sens de la géographie particulièrement aigu ; l'énergie qu'elle déploie, pour soutenir la cause européenne, se fonde sur le désir de trouver une définition de la géographie plus satisfaisante, qui n'aboutisse pas sans cesse à une confrontation des États-nations. En revanche, la Grande-Bretagne, en tant qu'État-insulaire, n'a jamais eu de problèmes pour définir sa propre géographie ; elle a simplement dû abandonner sa conception géographique d'un globe orné de vastes étendues de terres impériales. En Allemagne, le glissement vers l'Ouest et des frontières géographiques moins précises rendent d'autant plus pertinente comme source d'identité l'idée d'une Allemagne conçue comme une organisation de peuples.

[...]

D'un étudiant à l'autre.

« On pourrait opposer, presque trait pour trait, les idéaux-types de l'étudiant d'origine populaire des années 1960 et ceux de l'étudiant des années 1990, le « miraculé scolaire », qui a conquis ses premiers titres de noblesse culturelle au lycée (non sans déchirement et renoncement), et a été pris de boulimie culturelle en entrant à l'université et en quittant le domicile familial, goûtant les avantages de la sociabilité étudiante, fréquentant avec plus ou moins d'avidité les œuvres de la culture légitime, l'étudiant de quartier HLM des années 1990, ancien lycéen « moyen », qui a accédé à l'université par défaut, continuant de vivre chez ses parents (et ici dans « son quartier »), sans aspiration intellectuelle et rebuté par la culture légitime, impuissant face aux examens, coupé entièrement de toute sociabilité étudiante et rêvant avant tout d'un « boulot » stable. L'étude ethnographique des manières d'étudier de ce petit groupe de jeunes de Granville a mis en évidence les effets préjudiciables de l'absence d'encadrement pédagogique en faculté et de la proximité entre celle-ci et le quartier. Les dispositions inculquées au cours de leur enfance et de leur adolescence dans le quartier continuent de structurer leur personnalité sociale.

Si l'on se place d'un point de vue de politique universitaire, on peut légitimement s'interroger sur le coût social de la décentralisation des universités, dont la logique obéit essentiellement aux enjeux et aux luttes politiques au niveau local — avoir dans « sa » ville, « son » université de manière à l'inscrire au crédit du bilan d'exercice d'un mandat de maire ou de député — et laisse bien évidemment de côté la question des conditions sociales de la réussite des études. L'enquête ethnologique montre, dans le cas présent, que les facultés de « proximité », loin de toujours favoriser les études supérieures des enfants des classes populaires, privent notamment les étudiants de la « cité » d'une immersion dans un « milieu » étudiant dont on sait pourtant qu'elle fonctionne très fréquemment, dans les grands centres régionaux, comme une instance de socialisation universitaire. En supprimant les obstacles, notamment économiques, à la poursuite d'études des étudiants d'origine populaire, les antennes universitaires serviraient l'objectif de démocratisation de l'enseignement supérieur. L'enquête de terrain montre que ces étudiants, qui continuent à résider dans leur quartier, se trouvent pris dans le piège de la facilité de la vie étudiante « à domicile » : l'acculturation à la vie étudiante ne se fait pas, la distance avec le monde des livres se maintient, si bien que beaucoup replongent dans les « histoires » du quartier. Ces « pseudo-facs », pour reprendre l'expression d'un autre enquêté (issu, lui, d'une famille de classe moyenne), ne contribuent pas à élargir l'horizon géographique des étudiants d'origine populaire. S'il n'existe pas un fort militantisme de la part des enseignants et un volontarisme institutionnel pour contrecarrer les lois de la reproduction scolaire et sociale, il y a de fortes chances pour qu'elles enferment ces étudiants de cité dans leurs anciens réseaux d'appartenance. Les antennes universitaires risquent bien d'être de fausses bonnes solutions. Aujourd'hui, ce dont ont grand besoin les enfants de classes populaires qui entrent en première année de DEUG, ce sont avant tout de meilleures conditions d'apprentissage au travail universitaire : un encadrement plus proche et suivi de la part des enseignants, des bibliothèques dignes de ce nom, des locaux pour travailler, des lieux de sociabilité universitaire qui favorisent la création de groupes de pairs et permettent de lutter contre l'anomie du DEUG. La politique de création d'antennes universitaires, dispendieuses, contribue à empêcher la réalisation de ces objectifs et, à ce titre, est inefficace pour assurer la démocratisation de l'enseignement supérieur. »¹

¹ L'auteur ajoute à son analyse quelques éléments supplémentaires : 1) l'inadéquation du niveau de service de l'université et de celui de l'offre culturelle de son lieu d'implantation, témoignant d'un volontarisme aménageur résolument optimiste, n'est pas pour aider l'acculturation par la socialisation étudiante ; 2) la massification de l'enseignement supérieur s'accompagne de créations de postes et donc de débouchés pour les jeunes docteurs.